

## IL A INAUGURÉ LA STATION DE DESSALEMENT ET NE S'EST PAS PRONONCÉ SUR LE 3<sup>e</sup> MANDAT

# Bouteflika ne se « mouille » pas encore

**Pas un mot sur la révision de la Constitution ni sur la célébration du 52<sup>e</sup> anniversaire de la création de la Centrale syndicale.**

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Bouteflika, qui a inauguré hier la station de dessalement d'eau de mer d'El-Hamma, a écouté religieusement les explications techniques sous le chapiteau installé pour l'occasion avant de se rendre à la salle de contrôle, interdite d'accès aux journalistes. C'est au P-dg d'Algerian Energy Company qu'a incombé la tâche de présenter le projet qui, selon ses dires, permettra d'alimenter 24 heures sur 24 les quelque 1,7 million d'Algérois pendant au moins 25 années.

Pour ceux qui continuent d'avoir des doutes sur la qualité de l'eau dessalée, les responsables de ladite station à leur tête Chakib Khelil, assurent qu'elle est comparable à de l'eau minérale. Ils en veulent pour preuve l'existence d'un laboratoire qui aura pour mission d'effectuer des contrôles quotidiens de la qualité de l'eau tandis qu'un détecteur provoquera l'arrêt automatique de la station en cas d'existence de traces d'hydrocarbures. Avant d'arriver aux robinets des Algérois, l'eau dessalée subira un traitement consistant à séparer les impuretés et les sels par filtre.

Le processus est appelé osmose inversée et devrait garantir la qualité de l'eau qui sera déversée directe-

ment dans le réseau de l'Algérienne des eaux. Autre inquiétude, celle liée au prix de cette eau dessalée. La encore, le ton est rassurant. On affirme que Sonatrach cédera cette eau à 59 DA le mètre cube à l'Algérienne des Eaux sans que cela n'ait d'incidence sur la facture du consommateur. C'est le Trésor public qui a la charge de payer la différence entre le prix de revient réel et celui fixé par le gouvernement.

Dotée d'une capacité de production de 200 000 m<sup>3</sup>/jour, la station s'étale sur une superficie de 50 000 m<sup>2</sup>. Sa mise en place a nécessité un montage financier estimé à 250 millions de dollars selon le mode projet financing. Elle a été réalisée par la société américaine Ge Ionics, qui détient 70% du capital de la société chargée également de l'exploitation et de la maintenance de cette usine.



Une eau comparable à de l'eau minérale.

Les 30% restants reviennent à Algerian Energy Company (AEC), société mixte constituée par Sonatrach et Soneigaz. Selon Chakib Khelil, le ministre de l'Energie, il était

«logique» de confier l'exploitation de la gestion à des étrangers, le temps que les nationaux s'imprègnent des compétences étrangères.

N. I.

## CHAKIB KHELIL AU SUJET DE L'OPEP DU GAZ : «C'est la réunion de Moscou qui tranchera»

Le ministre de l'Energie qui rentre d'un voyage à Moscou, a déclaré, en marge de l'inauguration de la station d'El-Hamma, que le groupe de travail installé lors de la réunion de Doha présentera à Moscou cet été les conclusions de la réflexion menée au sujet de la pertinence ou

pas de la naissance d'une Opep du gaz. Chakib Khelil, qui estime que le marché du gaz est nettement plus spécifique que celui du pétrole, a indiqué qu'une telle organisation ne pouvait voir le jour sans «certaines» conditions liées justement à la nature du marché gazier.

N. I.

## SAÏD SADI AUX MILITANTS ET SYMPATHISANTS DU RCD :

# «Il est aussi important de limiter les mandats présidentiels que de protéger le vote des Algériens»

**Samedi dernier, la grande salle amphithéâtre de la CFDT dans le quartier populaire de Belleville (Paris) s'est très vite remplie de militants et de sympathisants du RCD, venus de toutes les régions de France pour célébrer le 19<sup>e</sup> anniversaire du parti. Une assistance formée de jeunes en majorité mais aussi de vieux immigrés venus pour certains avec femmes et enfants.**

De notre bureau de Paris,  
Khadija Baba-Ahmed

Saïd Sadi était là, entouré de Rafik Hassani, le député RCD pour l'émigration, et de Hachemi Souami. Des invités politiques français ont fait le déplacement : Akli Mellouli pour le Parti socialiste ; Jacques Fath pour le Parti communiste, Dahmane Abderrahmane, pour l'UMP. Chacun est intervenu pour marquer la solidarité de son parti avec les aspirations et luttes démocratiques du Rassemblement pour la culture et la démocratie

Pour Saïd Sadi, la conjoncture politique actuelle dans le pays, dominée par la volonté du pouvoir de modifier la Constitution pour imposer une présidence à vie, appelle à un double combat. «Pour nous, il est aussi important de limiter les mandats présidentiels que de protéger le vote des Algériens.» C'est à ce double combat, d'égale importance, qu'appelle le RCD, car depuis 2004 «aucune institution civile ou militaire en Algérie ne peut prétendre à la fonction d'arbitre ou de recours.» Pour mémoire, le président du RCD a rappelé qu'il même à Paris en 2004, s'il avait appelé les militants à participer au scrutin présidentiel, «c'est tout simplement parce que les plus hauts responsables de l'institution militaire avaient publiquement et solennellement engagé leur honneur à rester neutres et à veiller à ce que l'administration reste impartiale», ce qui, malheureusement, ne s'est pas fait. En recadrant le débat, en orientant la lutte sur deux fronts, celui du refus de la révision constitutionnelle et celui du nécessaire appel à une surveillance internationale de tous les pro-

chains scrutins «si l'on veut éviter le naufrage», le président du RCD est bien conscient de certaines réactions hostiles que son appel va susciter. En direction de ces gens-là et de tous ceux qui ne manqueront pas d'agiter «les menaces sur la souveraineté nationale» qu'une surveillance internationale du scrutin engendrerait selon eux, à ceux qu'il appelle «les resquilleurs de la république pour justifier la fraude et le vol», Sadi rétorque : «Que reste-t-il de notre souveraineté quand on voit que les dirigeants algériens sont reçus comme des troubadours à Moscou, que l'Algérie est régulièrement classée parmi les pays les plus corrompus du monde, que l'administration n'est plus qu'une machine à frauder, que nos cadres fuient le pays par milliers, que notre jeunesse préfère le naufrage des mers à l'enfer du pouvoir, que Ben Laden, qui s'y connaît en matière de déstabilisation, a choisi notre pays pour s'installer dans la région Afrique du Nord-Sahel ?» Mais pour lever toute équivoque, le docteur Sadi donne son analyse des réactions politiques face au projet de révision constitutionnelle et qui se résumerait à trois positions. D'abord celle qu'il appelle «la tribu de l'actuel chef de l'Etat qui a commencé la fraude dès maintenant» et que l'on voit tous les soirs sur l'Unique défilé pour demander un troisième mandat. La deuxième est celle d'un autre clan du régime dont les membres «à tort ou à raison», ont été écartés du pouvoir, qui refusent la révision de la Constitution pour éliminer la candidature de Bouteflika mais ne veulent cependant pas d'une surveillance internationale pour éliminer les

fraudes. Ceux-là, dira Sadi, sont plus dangereux que les premiers parce que «en gros, leur position consiste à dire ceci : les fraudes et la corruption doivent être condamnées quand elles ne servent pas notre clan». «Ceux qui refusent la surveillance internationale aujourd'hui sont les mêmes qui, hier, dénonçaient la trahison nationale quand nous affrontions le parti unique avec ses monopoles économiques qui ont structuré les mafias qui confisquent et détournent la richesse nationale aujourd'hui». Il y a enfin l'opposition démocratique, dont le RCD se revendique et qui, face à la situation déléterre dans laquelle se débat aujourd'hui le pays, et face aussi à la nouvelle donne internationale, «créée pour la première fois depuis l'indépendance, un climat politique favorable à une expression libre du peuple algérien et donc à une évolution qui respecte la souveraineté populaire dans un système politique où la loi s'imposerait à tous». Pour illustrer ses propos, Saïd Sadi rappelle le cas récent du Pakistan dont les dirigeants ont préféré la stabi-

lité de leur pays à la survie du régime en admettant que les élections soient surveillées par la communauté internationale et en faisant de même pour une commission indépendante d'enquête sur la mort de Benazir Bhutto.

Et en direction de ce qu'il appelle la «génération RCD», tous ses militants et sympathisants, Saïd Sadi déclare : «Nous sommes dans un moment de rupture inévitable.» Aussi, si jusqu'à ce jour, être au rendez-vous de l'histoire pour le RCD, c'était se battre pour la laïcité et le pluralisme politique, aujourd'hui, «le rendez-vous avec l'histoire, c'est lutter pour que l'opposition démocratique assume sa mission, non pas en tant que force de contestation uniquement mais en tant qu'alternative de gestion». Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui pour sortir de ces arguments éculés manés par le pouvoir et ses officines pour présenter l'alternative démocratique comme non encore mûre pour être aux affaires et mener son projet démocratique à terme, construire la nation.

K. B.-A.

## «Notre histoire n'a pas pires tortionnaires que nos dirigeants»

Evoquant le traitement de notre histoire de libération nationale par le pouvoir en place depuis l'indépendance, Saïd Sadi, après avoir rappelé que la colonisation est un processus qui visait trois objectifs «occuper des pays, asservir des peuples et en spolier les ressources», a cependant ajouté que pour ce qui le concernait, il observait que «l'histoire, notre histoire n'a pas pires tortionnaires que nos dirigeants». Pour illustrer ses propos, le président du RCD poursuit : «Quand on sait que les restes des colonels Amirouche et Haouès ont été déterrés et cachés dans la cave de l'état-major de la Gendarmerie nationale pendant 21 ans pour empêcher tout recouvrement populaire, sans que la moindre explication en soit donnée, ni aux familles, ni à la nation, on peut douter de la sincérité des gens qui commentent de tels actes, à vouloir vraiment parvenir à un décodage neutre et responsable de l'histoire.» Et le premier responsable d'informer qu'au cours de la prochaine session parlementaire, le RCD interpellera encore une fois le ministre des Anciens moudjahidine «sur cette forfaiture» mais déclare, cependant, qu'il n'a pas trop d'espoir à ce qu'on lui réponde.

K. B.-A.

## LA COMMISSION DE PRÉPARATION DU CONGRÈS DU MSP RASSURE «La volonté de la base sera respectée»

**Le Mouvement de la société pour la paix entame, aujourd'hui, la seconde phase préparatoire de son congrès en organisant des assemblées générales au niveau des communes. Le président de préparation du congrès assure que la volonté de la base militante sera respectée.**

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La situation semble s'être calmée au niveau des instances dirigeantes du MSP depuis le report d'un mois du quatrième congrès de cette formation. C'est, en tout cas, ce qu'a laissé entendre, hier, le président de la commission préparatoire du congrès. «Les relations entre le président du parti et les membres de la commission sont bonnes. Il est vrai que nous avons deux conceptions différentes mais nous avons fini par trouver une solution», a assuré Mohamed Salem Chérif lors d'un point de presse animé au siège du MSP.

L'élaboration des textes à soumettre aux militants de base et aux délégués est, selon lui, la preuve d'une coordination efficace entre le bureau national et l'instance chargée de la préparation du congrès.

Notons, à ce propos, que le MSP organise à partir d'aujourd'hui les assemblées générales communales et tiendra, entre le 13 mars et le 4 avril, les rencontres de wilaya.

«Les participants à ces rencontres auront à étudier puis à débattre et enrichir les textes qui seront présentés lors du quatrième congrès ordinaire. La base militante est appelée à participer activement en apportant des propositions. Des questions essentielles seront étudiées lors du congrès, comme celle relative à l'adaptation de la prédication (dā'awa) avec l'action politique. Il faut apporter un nouveau souffle à notre mouvement, et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si nous avons choisi comme slogan pour le congrès : «Réforme politique et développement», note Mohamed Salem Chérif. Ce dernier a assuré que les instances dirigeantes respectent la volonté de la base. Notamment sur le plan des choix politiques. «Si la base estime que le parti se doit de présenter son propre candidat lors des élections présidentielles de 2009 et bien il en sera ainsi.»

T. H.